SA

1321
3

STATUTS

LES SOUSSIGNES

- Monsieur Jean-Noël LESELLIER
  demeurant 112, rue des victimes du nazisme - 72000 LE MANS

- Monsieur Richard BROCHE
  demeurant 11, rue des Dardanelles - 75017 PARIS

- Monsieur Pascal BREGERAS
  demeurant LE ROULET - 33126 FRONSAC

- Monsieur Gérard HORVILLEUR
  demeurant 6, avenue Alfred de Musset - 78170 LA CELLE ST CLOUD

- Madame BREGERAS Sylvia, née LAVAL
  demeurant LE ROULET - 33126 FRONSAC

- Monsieur S. HAGEMEIJER
  demeurant 28 - 8° avenue - 60260 LAMORLAYE

- Monsieur Patrick MEDART
  demeurant 28, rue GUINGOT - 54690 LAY ST CHRISTOPHE

- NET-EXPANSION : Le Réseau Propreté
  Société anonyme au capital de F 55 625 000
  Siège social : 16, rue Chauveau-Lagarde
  75008 PARIS - R.C.S. Paris B 381 891 118
  représentée par Jean-Noël LESELLIER, Président du Conseil d'Administration,

ONT ETABLI LES STATUTS DE LA SOCIETE ANONYME COMME SUIT :

JNL RB PB GH MeB SH PM

ARTICLE 1 - FORME DE LA SOCIETE :

Il est formé entre les propriétaires suivants des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société anonyme qui sera régie par la loi et les dispositions règlementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts :

ARTICLE 2 - OBJET :

La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- Principalement la vente et la réalisation de prestations dans le domaine du Nettoyage Industriel

- la prise de participation, par voie d'apport, d'achat, de souscription ou autrement, dans toute société, quels qu'en soient la forme et l'objet, dans le secteur du Nettoyage Industriel.

- Toutes prestations de services au profit des entreprises en matière de gestion, et notamment dans les domaines administratif, comptable, financier, informatique et commercial.

- L'exploitation de tous brevets et marques, notamment par voie de licence,

- La location de tous matériels et équipements de quelque nature qu'ils soient,

- La propriété, par voie d'acquisition ou autrement, et la gestion, notamment sous forme de location, de tous immeubles et biens ou droits immobiliers.

- et, généralement, toutes opérations, quelles qu'elles soient se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes et susceptibles de faciliter le développement de la société.

ARTICLE 3 - DENOMINATION :

La dénomination de la société est : HYPERCLAIR

Tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "société anonyme" ou des initiales "SA" et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL

Le Siège social est fixé à : 45, rue Escudier - 92100 BOULOGNE

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification de cette décision par la plus prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires et, partout ailleurs, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Des agences, succursales et dépôts peuvent être créés en tous lieux et en tous pays par simple décision du Conseil d'Administration qui peut ensuite les transférer et les supprimer comme il l'entend.

ARTICLE 5 - DUREE :

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf le cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

ARTICLE 6 - EXERCICE SOCIAL :

L'année sociale commence le 1er octobre et finit le 30 septembre.

Par exception, le premier exercice comprendra le temps à courir à compter du jour de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 30 septembre 1993.

ARTICLE 7 - APPORTS :

Il a été fait à la présente société, à sa constitution, uniquement des apports en numéraire.

ARTICLE 8 - CAPITAL :

Le Capital social est fixé à la somme de un million de francs.

Il est divisé en dix mille (10 000) actions de 100 F chacune, toutes de la même catégorie, toutes souscrites et libérées du quart à la souscription.

ARTICLE 9 - MODIFICATIONS DU CAPITAL :

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 10 - LIBERATION DES ACTIONS :

Les actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus est effectuée en une ou plusieurs fois, sur décision du Conseil d'administration, dans un délai maximum de cinq ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés en cas de constitution, ou du jour où cette opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par une lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, à eux envoyée par le Conseil d'administration à l'adresse qu'ils auront indiquée lors de la souscription des actions, quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions porte, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal, à partir de la

date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 11 - FORME DES ACTIONS :

Les actions doivent revêtir obligatoirement la forme nominative.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et règlementaires en vigueur.

ARTICLE 12 - CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

1) Les transferts d'action sont libres dans les cas suivants :

a) transfert d'actions à une personne physique ou morale déjà actionnaire,

b) transfert d'une action à une personne au titre de ses fonctions d'administrateur et rétrocession après expiration du mandat.

c) transfert d'actions par voie de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou cession soit à un conjoint, soit à un ascendant, soit à un descendant.

2) Tous transferts de valeurs mobilières à un tiers non actionnaire sont soumis aux droits de préemption prévus au présent article. En outre, en cas de non-exercice de ces droits de préemption, tous transferts d'actions audit tiers doit être soumis au droit d'agrément stipulé dans ce même article.

a) L'actionnaire ou titulaire qui désire transférer tout ou partie de ses valeurs mobilières (le "Cédant") doit notifier son projet de transfert à la société, par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en indiquant les nom, prénoms et adresse du bénéficiaire (ou ses dénomination, forme juridique et siège social), le nombre des

valeurs mobilières à transférer, le prix et les autres conditions du transfert projeté, accompagné, s'il y a lieu, de toutes pièces justificatives.

Cette notification vaut offre de cession aux prix et conditions mentionnés, au profit de tous les actionnaires, selon les modalités ci-après précisées. A défaut d'accord entre les actionnaires bénéficiaires, le droit de préemption de chacun est proportionnel à sa participation dans le capital, compte non tenu des actions offertes.

b) Le projet de transfert est porté à la connaissance de tous les actionnaires par voie de courrier recommandé avec accusé de réception, à la diligence de la société dans le délai maximum de 10 jours à compter de la réception de la notification qui précède. Cette information porte sur l'ensemble des éléments de la notification et doit rappeler les dispositions du présent article.

c) Tout actionnaire désirant exercer son droit de préemption doit le notifier par courrier recommandé avec accusé de réception à la société, dans le délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la notification prévue au (a) qui précède.

Faute par un actionnaire de notifier son intention dans le délai précité, il sera réputé avoir définitivement renoncé à ce droit pour le transfert en cause.

De plus, faute d'accord entre tous les bénéficiaires des droits de préemption, sur une répartition de l'ensemble des droits des renonçants, ceux-ci seront répartis entre les actionnaires préempteurs, proportionnellement à leur participation dans le capital, compte non tenu des actions offertes et des actions des renonçants.

d) Le Conseil d'administration se réunit dans le délai maximum de 40 jours à compter de la notification prévue au (a) qui précède, afin de constater l'exercice des droits de préemption émanant des actionnaires préempteurs.

En cas de rompus, ceux-ci seront répartis au plus fort reste, sauf accord entre tous les bénéficiaires intervenant dans le même délai.

Le Conseil d'administration établit la liste des actionnaires avec le nombre de valeurs mobilières préemptées par chacun d'eux, et la transmet sans délai à tous les actionnaires, y compris le cédant.

L'inscription en compte au nom des actionnaires préempteurs des valeurs mobilières préemptées est effectuée par la société, dès réception de l'ordre de mouvement signé par le Cédant ou sur simple déclaration du Conseil d'Administration si le Cédant n'a pas déféré à l'invitation du Conseil d'administration de régulariser le transfert en faveur des actionnaires préempteurs ; dans cette dernière hypothèse, le Conseil d'administration invitera le Cédant à se présenter au Siège social ou en tout autre endroit indiqué par le Conseil d'Administration, à l'effet de recevoir le prix de vente, soit personnellement, soit par l'entremise d'une autre personne dûment mandatée à cet effet.

3) Dans le cas où les droits de préemption ne seraient pas exercés pour la totalité des valeurs mobilières à transférer, le Conseil d'administration en avisera sans délai le Cédant. S'il s'agit de valeurs mobilières autres que des actions, le transfert projeté peut être réalisé, mais seulement aux mêmes prix et conditions que ceux contenus dans la notification visée au II (a) ci-dessus.

S'il s'agit d'actions, le transfert sera soumis à l'agrément de la société dans les conditions ci-après, et la notification visée au II (a) ci-dessus tiendra lieu de la notification prévue à l'article 207 du décret N° 67-236 du 23 mars 1967.

a) Dans le délai de deux mois à compter de cette notification, le Conseil d'administration est tenu de notifier au Cédant s'il accepte ou refuse le transfert projeté. A défaut de notification dans ledit délai, l'agrément est réputé acquis.

La décision n'est pas motivée et, en cas de refus, elle ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

CVR 83 Pg

Dans les dix jours de la décision et dans le délai de 2 mois susvisé, le Cédant doit en être informé par lettre recommandée. En cas de refus, le Cédant aura huit jours pour faire connaître dans la même forme s'il renonce ou non à son projet de transfert. Lorsque l'agrément est acquis, le transfert projeté peut être réalisé, mais seulement aux mêmes prix et conditions que ceux contenus dans la notification visée au II a) ci-dessus.

b) Dans le cas où le Cédant ne renoncerait pas à son projet, le Conseil d'Administration est tenu de faire acquérir les actions soit par des actionnaires ou par des tiers, soit avec le consentement du Cédant, par la société, en vue d'une réduction du capital, et ce dans le délai de deux mois à compter de la notification du refus.

A cet effet, le Conseil d'administration avisera les actionnaires, par lettre recommandée, de la cession projetée en invitant chaque actionnaire à lui indiquer le nombre d'actions qu'il veut acquérir.

Les offres d'achat doivent être adressées par les actionnaires au Conseil d'administration, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans les quinze jours de la notification qu'ils ont reçue.

La répartition entre les actionnaires acheteurs des actions offertes est effectuée par le Conseil d'administration, proportionnellement à leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes.

c) Si aucune demande d'achat n'a été adressée au Conseil d'administration dans le délai ci-dessus, ou si les demandes ne portent pas sur la totalité des actions offertes, le Conseil d'administration peut faire acheter les actions disponibles par un ou des tiers.

d) Les actions peuvent être également achetées par la société si le Cédant est d'accord. A cet effet, le Conseil d'administration doit d'abord demander cet accord par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. L'actionnaire cédant doit faire

connaître sa réponse dans les huit jours suivant la réception de la demande.

En cas d'accord, le Conseil convoque une assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider, s'il y a lieu, du rachat des actions par la société et de la réduction corrélative du capital social. Cette convocation doit être effectuée suffisamment tôt pour que soit respecté le délai de deux mois indiqué au b) ci-dessus.

Dans tous les cas d'achat ou de rachat visés ci-dessus, le prix des actions est fixé ainsi qu'il est dit au e) ci-après.

e) Dans le cas où les actions offertes sont acquises par des actionnaires ou par des tiers, le Conseil d'administration notifie au Cédant les nom, prénom(s), domicile du ou des acquéreurs.

Le prix de cession des actions est fixé d'accord entre eux et le Cédant. Faute d'accord sur le prix, celui-ci est déterminé par un expert, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le Cédant et par moitié par les acquéreurs.

f) Si la totalité des actions n'a pas été achetée ou rachetée dans le délai de deux mois à compter de la notification du refus d'autorisation de cession, le Cédant peut réaliser le transfert au profit du cessionnaire primitif, pour la totalité des actions transférées aux mêmes prix et conditions que ceux contenus dans la notification visée au II a) ci-dessus, et ce nonobstant les offres d'achat partielles qui auraient été faites dans les conditions visées ci-dessus.

Ce délai de deux mois peut être prolongé par ordonnance, non susceptible de recours, du Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance de référé, le Cédant et le Cessionnaire dûment appelés.

g) Avis est donné au Cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans les huit jours de la détermination du prix, d'avoir à se présenter au siège social, pour toucher ce prix, lequel n'est pas productif d'intérêts, ainsi que pour signer l'ordre de mouvement, à moins qu'il ne préfère renoncer à la cession.

Faute par le Cédant de se présenter dans ce délai, ou de notifier dans le même délai, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, son intention de renoncer à la cession, celle-ci pourra être régularisée d'office par la société.

4) Par transfert au sens des présentes, il faut entendre toute opération, à titre onéreux ou gratuit, entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue propriété ou de l'usufruit de valeurs mobilières notamment, sans que cette liste soit exhaustive, les cessions, échanges, apports en société, partages par suite de dissolution, donations, adjudications. Par valeur mobilière, il faut entendre tout titre représentatif d'une quotité du capital ou donnant droit, d'une façon immédiate ou différée, par voie de conversion, d'échange, de remboursement, de présentation d'un bon ou de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un titre représentatif d'une quotité du capital, tous droits d'attribution d'un titre représentatif d'une quotité du capital, tous droits d'attribution ou de souscription, tout bon de souscription et, plus généralement, toute valeur visée au chapitre 5 de la loi sur les sociétés commerciales.

5) Dans l'hypothèse d'un transfert de valeurs mobilières ne faisant pas apparaître un prix (donation notamment) et, à défaut d'accord sur le prix entre le Cédant et l'actionnaire préempteur, celui-ci est déterminé par un expert, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil. Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le cédant et par moitié par le ou les acquéreurs, au prorata de leurs droits dans le capital de la société.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1) Chaque action donne vocation dans la propriété de l'actif social à une part proportionnelle à la fraction du capital qu'elle représente.

Elle donne droit, en outre, à une part proportionnellement égale dans les bénéfices sociaux.

2) Les actionnaires ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent ; au-delà, tout appel de fonds est interdit.

3) La propriété d'une action emporte, de plein droit, adhésion aux statuts de la société et aux décisions des assemblées des actionnaires.

4) Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, notamment en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution, en conséquence d'augmentation ou de réduction du capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis pour l'attribution d'un nombre entier d'actions nouvelles ou pour l'exercice des droits dont il s'agit, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement, et éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

ARTICLE 14 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

1) La société est administrée par un Conseil d'administration de trois membres.

Le nombre des administrateurs ayant dépassé l'âge de 90 ans ne peut être supérieur à la moitié des administrateurs en fonctions. Lorsque ce nombre est dépassé, l'Administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel le dépassement s'est produit.

2) La durée des fonctions d'Administrateur est de une année.

Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

3) Chaque administrateur doit être propriétaire d'une action au moins, libérée des versements exigibles.

Si, au jour de sa nomination, un Administrateur n'est pas propriétaire d'au moins une action ou si, en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office s'il n'a pas régularisé sa situation dans le délai de trois mois.

ARTICLE 15 - DELIBERATIONS DU CONSEIL

1) Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation du Président ou celle du tiers de ses membres, soit au siège social, soit en tout autre endroit en France ou à l'étranger, indiqué dans la lettre de convocation.

Tout Administrateur pourra dispenser le Conseil de le convoquer à une séance dont il connaîtrait déjà la date. La présence d'un Administrateur ou de sa représentation à une réunion vaudra dispense de convocation.

2) Il est tenu un registre de présence qui est signé par les Administrateurs participant à la séance.

3) Pour la validité des délibérations, la présence effective de la moitié au moins des Administrateurs en fonction est nécesssaire.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage, la voix du Président de séance n'est pas prépondérante.

4) Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

ARTICLE 16 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société ; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires.

Toute limitation des pouvoirs du Conseil d'administration est inopposable aux tiers.

ARTICLE 17 - PRESIDENT - SECRETAIRE - DIRECTEURS GENERAUX

1) Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un Président qui, à peine de nullité de la nomination, doit être une personne physique et ne doit pas être âgé de plus de 90 ans. Lorsque le Président atteint cette limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le Président est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'Administrateur. Il est rééligible sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent.

Le Conseil d'Administration peut le révoquer à tout moment.

Le Conseil d'Administration détermine la rémunération du Président.

2) Le Conseil peut nommer un Secrétaire dont il fixe la durée des fonctions. Ce Secrétaire peut être choisi en dehors des actionnaires, il est toujours rééligible. Lorsqu'il n'a pas été nommé de Secrétaire du Conseil, le Conseil désigne pour chaque séance la personne qui remplira les fonctions de secrétaire.

3) Sur la proposition du Président, le Conseil d'administration peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux, dans les conditions prévues par la loi.

Les Directeurs généraux sont obligatoirement des personnes physiques, ils ne doivent pas être âgés de plus de 90 ans. Lorsqu'ils atteignent cette limite d'âge, ils sont réputés démissionnaires d'office.

Les Directeurs généraux sont révocables à tout moment par le Conseil d'Administration, sur la proposition du Président.

4) A l'égard des tiers, les pouvoirs du Président du Conseil d'administration et éventuellement des directeurs généraux sont ceux

que leur confère la loi. Dans le cadre de l'organisation interne de la société, ces pouvoirs peuvent être limités par le Conseil d'Administration.

ARTICLE 18 - REMUNERATIONS

1) L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires peut allouer aux Administrateurs, en rémunération de leur activité, une somme globale, fixe et annuelle, à titre de jetons de présence et dont le montant est porté aux frais généraux de la société.

Le Conseil répartit librement cette somme entre ses membres.

3) La rémunération du Président du Conseil d'Administration et celle du Directeur général ou des directeurs généraux sont fixées par le Conseil d'administration ainsi que, s'il y a lieu, celle de l'Administrateur délégué dans les fonctions de Président, en cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président.

3) Il peut être alloué par le Conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs ; dans ce cas, ces rémunérations sont portées aux charges d'exploitation et soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

4) Aucune autre rémunération, permanente ou non, ne peut être allouée aux Administrateurs, sauf s'ils sont liés à la société par un contrat de travail.

ARTICLE 19 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

1) L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires désigne un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants remplissant les conditions fixées par la loi et les dispositions règlementaires en vigueur.

2) Les Commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices ; leurs fonctions expirent après l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui statue sur les comptes du sixième exercice.

3) Les Commissaires aux comptes sortants sont toujours rééligibles. En cas de faute ou d'empêchement, ils peuvent être relevés de leurs fonctions par décision de justice dans les conditions fixées par décret.

4) Le Commissaire aux Comptes nommé par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.

5) Les Commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confère la loi.

6) Ils doivent être convoqués à toutes les assemblées générales des actionnaires, ainsi qu'à la réunion du Conseil d'Administration qui arrête les comptes de l'exercice écoulé.

Ils peuvent toujours convoquer l'assemblée générale des actionnaires.

7) Les honoraires des Commissaires aux comptes sont à la charge de la société.

ARTICLE 20 - ASSEMBLEES DES ACTIONNAIRES

1) Les assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Les réunions ont lieu soit au siège social, soit dans un autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

2) Tout actionnaire, sur simple justification de son identité, a le droit d'assister aux assemblées générales, ainsi qu'aux assemblées spéciales des titulaires d'actions de la catégorie qu'il possède, et de participer aux délibérations et ce, quel que soit le nombre de ses actions, à condition toutefois que celles-ci soient libérées des versements exigibles et qu'elles aient été inscrites à son nom (ou tout au moins l'une d'entre elles) trois jours au moins avant la date de l'assemblée.

3) L'assemblée générale des actionnaires est présidée par le Président du Conseil d'administration ou, éventuellement, par l'Administrateur délégué dans les fonctions du Président par le Conseil d'Administration. A défaut, l'assemblée élit elle-même son Président.

4) Les procès-verbaux d'assemblées sont dressés et leurs copies sont certifiées et délivrées conformément à la loi.

5) L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires pourra décider ou autoriser l'émission d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote, dans les conditions et limites prévues par les dispositions législatives et règlementaires.

ARTICLE 21 - FIXATION, AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Il est fait sur les bénéfices de l'exercice, diminués, le cas échéant, des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il doit reprendre son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de cette proportion.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice distribuable, l'assemblée générale a la faculté de prélever les sommes qu'elle juge à propos de fixer pour les affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou pour les reporter à nouveau, le tout dans la proportion qu'elle détermine.

Le solde, s'il en existe un, est réparti également entre toutes les actions à titre de dividende.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les présents statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

L'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende ou des acomptes sur dividende mis en distribution une option entre le paiement en numéraire ou en actions du dividende ou des acomptes sur dividende.

ARTICLE 22 - DISSOLUTION EN CAS DE PERTES

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'administration est tenu dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions de l'article 71 de la loi du 24 juillet 1966, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

A défaut de réunion de l'assemblée générale extraordinaire comme dans le cas où cette assemblée générale n'a pu délibérer valablement sur dernière convocation, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus n'ont pas été appliquées.

ARTICLE 23 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

1) La dissolution de la société survient à l'expiration de sa durée ou, avant cette date, par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Elle peut survenir par décision du Tribunal de commerce à la demande de tout intéressé si le nombre des actionnaires est réduit à moins de sept depuis plus d'un an, comme dans le cas où la société aurait décidé la réduction de son capital à un montant inférieur au minimum légal sans remplir la condition suspensive d'une augmentation de capital, ou sans se transformer en société d'une autre forme.

2) La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution survenue pour quelque cause que ce soit, à moins que toutes les actions soient réunies en une seule main.

Sa dénomination sociale est suivie de la mention "société en liquidation".

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

La dissolution de la société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

L'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs.

Après extinction du passif et des frais de liquidation, le produit net de celle-ci est employé à rembourser aux actionnaires le montant libéré et non amorti des actions qu'ils possèdent ; l'excédent, s'il en existe un, constituant le boni de liquidation, est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre des actions possédées par chacun d'eux, en tenant compte, le cas échéant, des droits des actions de catégories différentes.

ARTICLE 24 - CONTESTATIONS - ELECTION DE DOMICILE

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, les administrateurs et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social ; à cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du siège social, et toutes assignations et significations seront régulièrement faites à ce domicile élu sans avoir égard au domicile réel ; à défaut d'élection de domicile, les assignations et significations seront valablement faites au Parquet de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du siège social.

ARTICLE 25 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la société, portés au compte des frais généraux et amortis avant toute distribution de bénéfices.

ARTICLE 26 - NOMINATION DES PREMIERS ADMINISTRATEURS - JETONS DE PRESENCE

1) Sont nommés en qualité de premiers administrateurs devant composer le Conseil d'administration pour une durée d'un an qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1993.

- Monsieur Patrick MEDART
  demeurant 28, rue Louis Guingot - 54690 LAY ST CHRISTOPHE
  né le 2 mars 1951 à
  de nationalité française

- Monsieur Pascal BREGERAS
  Demeurant LE ROULET - 33126 FRONSAC
  Né le 22 mars 1957 à ANGOULEME (16)
  de nationalité française

- Société NET-EXPANSION : Le Réseau Propreté
  Société anonyme au capital de F 55 625 000 F
  Siège social : 16, rue Chauveau-Lagarde - 75008 PARIS
  R.C.S. PARIS B 381 891 118
  Représentée par Monsieur Jean-Noël LESELLIER, Président du Conseil d'Administration,

lesquels acceptent lesdites fonctions, soit par eux-mêmes, soit par leurs mandataires et déclarent de la même façon qu'ils n'exercent aucune fonction et ne sont frappés d'aucune mesure susceptible de leur interdire d'exercer les fonctions d'administrateurs de la société.

2) Les soussignés décident qu'il ne sera pas alloué de jetons de présence au Conseil d'administration pour le premier exercice social.

ARTICLE 27 - NOMINATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sont nommés, pour les six premiers exercices, en qualité de Commissaires aux comptes :

Titulaire :

Société EQUATION
13/15, rue Buffon - 75005 PARIS

Suppléant

CALAN RAMOLINO & ASSOCIES
2, rue Paul Cézanne - 75008 PARIS
Représentée par Henry de PIMODAN

Les Commissaires ainsi nommés ont déclaré accepter ledit mandat ; ils ont déclaré, en outre, répondre aux conditions exigées par la loi pour l'exercice de leur mandat et n'entrer dans aucun cas d'incompatibilité prévus par la loi.

l'exercice de leur mandat et n'entrer dans aucun cas d'incompatibilité prévus par la loi.

Fait à Paris
le 5 mars 1993

J.N. LESELLIER

R. BROCHE

G. HORVILLEUR

P. BREGERAS

S. HAGEMEIJER

P. MEDART

POUR NET-EXPANSION
J.N. LESELLIER

Mme S. BREGERAS

LES SOUSSIGNES

- Monsieur Jean-Noël LESELLIER
demeurant 112, rue des victimes du Nazisme - 72000 LE MANS

- Monsieur Richard BROCHE
demeurant 11, rue des Dardanelles - 75017 PARIS

- Monsieur Pascal BREGERAS
demeurant LE ROULET - 33126 FRONSAC

- Monsieur Gérard HORVILLEUR
demeurant 6, avenue Alfred de Musset - 78170 LA CELLE ST CLOUD

- Madame BREGERAS Sylvia, née LAVAL
demeurant LE ROULET - 33126 FRONSAC

- Monsieur S. HAGEMEIJER
demeurant 28 - 8° avenue - 60260 LAMORLAYE

- Monsieur Patrick MEDART
demeurant 28, rue Guingot - 54690 LAY ST CHRISTOPHE

- NET-EXPANSION : Le Réseau Propreté
Société anonyme au capital de F 55 625 000
Siège social : 16, rue Chauveau-Lagarde - 75008 PARIS
R.C.S. Paris B 381 891 118
représentée par Jean-Noël LESELLIER, Président du Conseil d'Administration,

agissant en qualité de seuls actionnaires de la société HYPERCLAIR
société anonyme
au capital de F 1 000 000 (un million)
dont le siège social est sis : 45, rue Escudier - 92100 BOULOGNE
dont les statuts non encore signés le seront en même temps que les présentes, conviennent que jusqu'à ce que la société ait acquis la jouissance de la personnalité morale, les actes et engagements entrant

dans l'objet social seront accomplis ou souscrits avec l'autorisation spéciale de tous les actionnaires.

Si cette condition est remplie, elle emportera de plein droit reprise par la société, lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre, desdits actes et engagements qui seront réputés avoir été souscrits dès l'origine de la société.

Dès à présent, les soussignés décident la réalisation immédiate pour le compte de la société des actes et engagements suivants, jugés urgents dans l'intérêt social, savoir notamment :

- Signer tout contrat de location pour tous locaux où pourra être établi le siège social,

<u>Gestion</u>

- Effectuer tous les actes nécessités par la réalisation de l'objet social,

- Engager tous employés, fixer leurs traitements, salaires, gratifications ainsi que les conditions de leur entrée et de leur retraite, le tout par traité ou autrement,

- Signer la correspondance,

- Fixer les dépenses générales d'administration,

- Conclure tous contrats d'abonnement au gaz, à l'électricité et au téléphone ainsi que toutes polices d'assurance contre l'incendie et autres risques,

- Recevoir et retirer toutes lettres et tous paquets, chargés ou non, recommandés ou non, acquitter tous mandats postaux et télégraphiques, donner toutes décharges nécessaires à l'administration des postes et à toutes entreprises de transport,

- Faire ouvrir et fonctionner tous comptes de chèques postaux et tous comptes auprès de toutes banques françaises ou étrangères,

- Représenter la société vis-à-vis des tiers et de toutes administrations et faire toutes déclarations et formalités,

- Toucher les sommes dues à la société et payer celles qu'elle doit,

- Régler les frais et honoraires afférents à la constitution de la société.

Administration des biens sociaux

Assurer contre l'incendie et tous autres risques, tous biens, meubles ou immeubles de la société, contracter, résilier et modifier tous engagements, signer toutes polices et déclarations, accepter et recevoir toutes indemnités.

Les soussignés donnent tous pouvoirs à :

- Monsieur Jean-Noël LESELLIER

pour exécuter la présente décision et réaliser les opérations prévues à cet effet, passer et signer tous actes, souscrire tous engagements et, généralement, faire le nécessaire.

Les soussignés donnent tous pouvoirs à :

- Monsieur Jean-Noël LESELLIER

à l'effet d'accepter une substitution partielle donnée par la société NET-EXPANSION, afin d'acquérir tout ou partie des actifs de la Société HYPERNET dont la cession a été ordonnée au profit de la société NET-EXPANSION avec faculté de substitution par jugement du Tribunal de Commerce de Paris, en date du 1er mars 93.

Les soussignés confèrent également tous pouvoirs à :

- Monsieur Jean-Noël LESELLIER

pour signer l'avis destiné à la publicité légale.

Fait en six exemplaires
à Paris
le 5 mars 1993

J.N. LESELLIER

R. BROCHE

G. HORVILLEUR

P. BREGERAS

S. HAGEMEIJER

P. MEDART

POUR NET-EXPANSION
J.N. LESELLIER

Mme S. BREGERAS

BIMP Banque Industrielle
& Mobilière Privée

22, rue Pasquier 75383 Paris Cedex 08. Tél. : 40.06.60.00.

ATTESTATION

Nous soussignés, **BANQUE INDUSTRIELLE ET MOBILIERE PRIVEE**, Société Anonyme au capital de **F.251.518.400,00** (deux cent cinquante et un millions cinq cent dix huit mille quatre cents francs) dont le siège social est 22, rue Pasquier – 75008 PARIS –

certifions par les présentes que la somme de :

– **F. 250.000,00 (deux cent cinquante mille francs)**

représentant le quart du capital de la Société **HYPERCLAIR** SA en formation au capital de **F.1.000.000,00** (un million de francs) dont le siège social sera établi 45, rue ESCUDIER – 92100 BOULOGNE

a été déposée en nos caisses en attente de la délivrance du Certificat du Greffe constatant son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

NOM DES SOUSCRIPTEURS :

Société NET EXPANSION SA 16 rue Chauveau–Lagarde – 75008 PARIS	F	244.850,00
Mr Richard BROCHE 11, rue des Dardanelles – 75017 PARIS	F	25,00
Mr Pascal BREGERAS Le Roulet – 33126 FRONSAC	F	5.000,00
Madame BREGERAS Le Roulet – 33126 FRONSAC	F	25,00
Mr Gérard HORVILLEUR 6, Avenue Alfred de Musset – 78170 ST CLOUD	F	25,00
Mr Patrick MEDART 26, rue Guingot – 54690 LAY SAINT CHRISTOPHE	F	25,00
Mr Jean–Noel LESELLIER 112, rue des Victimes du nazisme – 72000 LE MANS	F	25,00
Mr S. HAGEMEIJER 28 Huitième Avenue – 60260 LA MORLAYE	F	25,00
	F	**250.000,00**

Fait à Paris le 05 Mars 1993

BANQUE INDUSTRIELLE ET MOBILIERE PRIVEE

HYPERCLAIR
Société Anonyme
au capital de 1.000.000 Francs
Siège social : 45 rue Escudier, 92100 Boulogne

LISTE DES SOUSCRIPTEURS
DES DIX MILLE ACTIONS DE NUMERAIRE
ET ETAT DES VERSEMENTS FAITS
PAR CHACUN D'EUX

IDENTITE DES SOUSCRIPTEURS	NOMBRE D'ACTIONS SOUSCRITES	MONTANT DES ACTIONS SOUSCRITES	MONTANT DES VERSEMENTS EFFECTUES
- Société NET EXPANSION SA 16 rue Chauveau-Lagarde, 75008 Paris	9 794	979 400	244 850
- Monsieur Broche 11, rue des Dardanelles 75017 Paris	1	100	25
- Monsieur Bregeras Le Roulet 33126 Fronsac	200	20 000	5 000
- Madame Bregeras Le Roulet 33126 Fronsac	1	100	25
- Monsieur Horvilleur 6 avenue Alfred de Musset, 78170 La Celle Saint Cloud	1	100	25
- Monsieur Médart 26, rue Guingot 54690 Lay-Saint-Christophe	1	100	25
- Monsieur Hagemeijer 28 Huitième Avenue, 60260 La Morlaye	1	100	25
- Monsieur Lesellier 112, rue des Victimes du Nazisme 72000 Le Mans	1	100	25
Total des actions souscrites	10 000		
Total du nominal des actions soucrites		1 000 000	
Total des versements			250 000

HYPERCLAIR
Société anonyme au capital de 1.000.000 Francs
Siège social : 45, rue Escudier
92100 Boulogne

ETAT DES ACTES ACCOMPLIS

POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

- Signature d'un contrat de domiciliation concernant l'adresse du 45, rue Escudier, 92100 Boulogne, avec la société Contact Services

- Ouverture d'un compte bancaire dans les livres de la Banque Industrielle Mobilière Privée, 39, rue d'Anjou, 75008 Paris.

HYPERCLAIR
Société Anonyme
au capital de 1.000.000 Francs
Siège social : 45, rue Escudier
92100 Boulogne

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE LA PREMIERE

REUNION DES PERSONNES

DESIGNEES COMME ADMINISTRATEURS

I - NOMINATION DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :

Après en avoir délibéré, le conseil nomme, à l'unanimité, Monsieur Bregeras, Président du Conseil d'Administration de la société, pour la durée de son mandat d'administrateur, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1993.

II - POUVOIRS DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :

Le Président assumera sous sa responsabilité la direction générale de la société et la représentera dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, sous réserve toutefois, de ceux expressément attribués par la loi aux assemblées générales et aux conseils d'administration.

En outre, à titre de mesure d'ordre intérieur non opposable aux tiers, le Président devra recueillir l'accord préalable du Conseil d'administration pour tous les investissements d'un montant supérieur à 150.000 Francs, y compris les investissements d'exploitation courante.

Il ne pourra toutefois consentir aucun aval, caution ou garantie en faveur de tiers sans l'autorisation expresse du conseil d'administration.

Conformément aux statuts, le Président pourra déléguer, sous sa responsabilité, tout ou partie de ses pouvoirs.

Monsieur Bregeras déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne le

HYPERCLAIR
Société Anonyme
au capital de 1.000.000 Francs
Siège social : 45, rue Escudier
92100 Boulogne

DECLARATION DE REGULARITE
ET DE CONFORMITE

- Monsieur Patrick Médart, né le 2 mars 1951, de nationalité française, demeurant 28, rue Louis Guingot, 54690 Lay-Saint-Christophe,

- La société Net Expansion, société anonyme au capital de 55.625.000 Francs dont le siège social est 16 rue Chauveau-Lagarde, 75008 Paris, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 381 891 118, ayant pour représentant permanent Monsieur Jean-Noël Lesellier, né le 29 novembre 1943 au Mans, de nationalité française, demeurant 112 rue des Victimes du Nazisme, 72000 Le Mans,

- Monsieur Pascal Bregeras, né le 28 mars 1957 à Angoulême (16), de nationalité française, demeurant Le Roulet, 33126 Fronsac,

seuls membres du conseil d'administration de la société HYPERCLAIR,

Font les déclarations suivantes en application de l'article 6 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 relative aux sociétés commerciales (ci-après la loi sur les Sociétés Commerciales).

DEPOT DES FONDS

Le capital de la société HYPERCLAIR a été fixé à 1.000.000 Francs, divisé en 10.000 actions de 100 Francs chacune, souscrites en numéraire et libérées à hauteur du quart lors de la constitution.

Un dépôt a été fait pour le compte de la société en formation par Monsieur Lesellier dans les huit jours de leur réception, des fonds provenant de la libération des actions de numéraire et correspondant au quart du capital social, soit 250.000 Francs.

JNL PM PB

Ledit dépôt a été effectué à la Banque Industrielle Mobilière Privée, 39, rue d'Anjou, 75008 Paris.

CERTIFICAT DE DEPOT DES FONDS
ETABLI PAR LE DEPOSITAIRE

Sur présentation de la liste nominative des actionnaires mentionnant les actions souscrites et les sommes versées par chacun d'eux, la Banque sus-mentionnée a établi le 5 mars 1993 le certificat d'investissement prévu à l'article 85 de la Loi sur les Sociétés Commerciales.

SIGNATURE DES STATUTS - DESIGNATION
DES PREMIERS ADMINISTRATEURS
ET DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Tous les actionnaires ont signé le 5 mars 1993 les statuts établis par acte sous seing privé, lesdits statuts contenant toutes les énonciations exigées par la loi, la société ne faisant pas appel public à l'épargne.

Aux termes desdits statuts, ont été désignés :

- en qualité de premiers administrateurs :

- Monsieur Patrick Médart, né le 2 mars 1951, de nationalité française, demeurant 28, rue Louis Guingot, 54690 Lay-Saint-Christophe,

- La société Net Expansion, société anonyme au capital de 55.625.000 Francs dont le siège social est 16 rue Chauveau-Lagarde, 75008 Paris, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 381 891 118, ayant pour représentant permanent Monsieur Jean-Noël Lesellier, né le 29 novembre 1943 au Mans, de nationalité française, demeurant 112 rue des Victimes du Nazisme, 72000 Le Mans,

- Monsieur Pascal Bregeras, né le 22 mars 1957 à Angoulême (16), de nationalité française, demeurant Le Roulet, 33126 Fronsac,

- <u>en qualité de Commissaires aux Comptes titulaire</u> :

la SARL Equation, société à responsabilité limitée au capital de 50.000 Francs, dont le siège social est 13-15, rue Buffon, 75005 Paris, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 340 916 840;

- <u>en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant</u> :

la SA Calan, Ramolino et Associés, société anonyme au capital de 1.260.000 Francs dont le siège est 2, rue Paul Cézanne, 75008 Paris, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 572 042 323.

<u>NOMINATION DU PRESIDENT</u>

<u>DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</u>

Les premiers membres du conseil d'administration se sont réunis le 5 mars 1993 et ont désigné en qualité de Président du conseil d'administration Monsieur Bregeras.

<u>INSERTION LEGALE</u>

L'avis prévu par l'article 285 du Décret du 23 mars 1967 sera publié dans un des prochains numéros du Journal d'Annonces Légales "Les Affiches Parisiennes".

Cet avis contiendra toutes les mentions prévues par la Loi.

Les soussignés affirment, en conséquence, sous leur responsabilité et les peines édictées par la Loi, que la constitution de la société HYPERCLAIR a été réalisée en conformité de la Loi et des règlements.

La présente déclaration établie en trois exemplaires sera déposée au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre, accompagnée de deux exemplaires originaux des statuts, de deux exemplaires du certificat établi par le dépositaire des fonds et de la liste des souscripteurs, ainsi que de deux copies du procès-verbal de la première réunion des membres du conseil d'administration désignant les dirigeants sociaux.

Fait à Paris,

Le 5 mars 1993

En trois exemplaires.

Patrick Médart

Pascal Bregeras

NET EXPANSION
par Jean-Noël Lesellier